

dit que les bouvillons de choix se vendent de \$16 à \$16.50 et les bouvillons de choix "handy-weight", de \$15.50 à \$16 les cent livres. Le cultivateur ne retire donc pas encore un prix raisonnable pour son bétail de boucherie. Je pourrais citer encore les divers prix que touche le cultivateur pour ses produits.

J'ai ici un article sur la vente des volailles habillées. Beaucoup de gens de l'Est s'imaginent que les cultivateurs obtiennent des prix exorbitants pour leurs volailles. J'ai reçu cet article d'une dame qui fait l'élevage des dindes de qualité. Or, pour des dindes spéciales de dix-huit livres, elle ne reçoit que 37c. la livre. C'était le prix en décembre l'an dernier et je suis sûr qu'il ne reflète nullement le prix exigé des consommateurs. Puis-je dire en passant que les dindons dont le poids dépasse 18 livres sont classés dans une catégorie inférieure et vendus à un prix moins élevé, soit 5c. meilleur marché la livre que les dindons de moins de 18 livres de même qualité. Ainsi, de toute manière, les cultivateurs sont les perdants. Je me rappelle que lorsque nous élevions des dindons, il y a plusieurs années, il fallait que les oiseaux pèsent plus de 18 livres pour commander le prix fort.

Mais revenons au comité qui, étant donné son mandat, ne pourra formuler de vœux à la Chambre des communes. Tout cela serait grotesque et stupide si nous pouvions compter qu'il puisse contribuer à enrayer la hausse du coût de la vie. J'ai en main un extrait des délibérations du comité spécial de 1937 sur les prix des instruments aratoires. Il indique que les sociétés agricoles ont réalisé des bénéfices considérables sur les denrées essentielles. Après avoir mentionné le montant de ces bénéfices, il signale que les prix étaient alors excessifs. Depuis, les prix ont monté constamment. L'automne dernier, le prix des instruments aratoires a haussé de 12½ p. 100 et maintenant il a augmenté d'environ 15 p. 100.

A mon sens, le facteur psychologique de la débâcle qui nous attend est ce qu'il y a de plus grave. Notre économie s'en trouve atteinte au point que, en l'absence de mesures immédiates, nous sommes exposés à un retour aux conditions que nous avons connues après 1930. Du fait que nous signalons au Gouvernement la nécessité d'agir, peut-on nous reprocher, ainsi qu'on l'a fait l'autre soir, de toujours regarder à l'étranger pour en vanter les régimes économiques? Je ne le crois pas. Tous les membres de notre groupe et, j'ose l'ajouter, tous les membres de cette Chambre des communes, sont convaincus qu'ils habitent le meilleur pays au monde. Tout ce que nous cherchons c'est à le rendre meilleur encore, à

[M. McCullough (Assiniboia).]

y faire disparaître la misère et à y assurer à tous les travailleurs consciencieux une rémunération convenable. Nous voulons que cesse la spéculation sur la production des vivres, afin que nos cultivateurs obtiennent le juste prix de leurs labours.

Je pourrais vous raconter au sujet des cultivateurs de ma province des choses que ne croiraient pas nos honorables vis-à-vis. Durant les années 30, sous le régime de nos honorables voisins de droite, des gens sont montés vers le nord où ils sont encore et où ils habitent des maisons sans planchers, où leur niveau de vie est pitoyable et où ils doivent se passer de tous les comforts.

A mon titre de cultivateur de l'Ouest, je puis ajouter que nous voulons assurer à la population canadienne des vivres à des prix raisonnables. Nous voyons dans nos propres concitoyens nos meilleurs clients. J'ai sous la main un article de journal indiquant que dans la seule ville de Toronto la vente du lait nature a baissé de 12 millions et demi de pintes en mai 1946, alors qu'il se vendait 11c. la pinte, à 10 millions et demi de pintes au mois d'août 1947, alors qu'il se vendait 16c. la pinte.

M. GIBSON (Comox-Alberni): Pourquoi ne pas tous aller s'établir en Colombie-Britannique?

M. McCULLOUGH (Assiniboia): Ce n'est pas ce que nous voulons.

M. SMITH (Calgary-Ouest): Puis-je poser une question?

M. McCULLOUGH (Assiniboia): Oui.

M. SMITH (Calgary-Ouest): Quelle a été la hausse du prix de revient pour le producteur durant la période dont l'honorable député a parlé à l'égard du prix au consommateur? Je crois que les deux suivent une courbe presque identique.

M. McCULLOUGH (Assiniboia): C'est vrai. Mais en septembre 1946, le Gouvernement a dit, au sujet d'un certain crédit, que les subventions devraient continuer. Voilà ce que je préconise. Je prie le Gouvernement d'assurer à nos enfants et à notre population en général les aliments nécessaires à l'entretien d'un état de santé convenable.

M. HARTT: Qui paiera la note?

M. McCULLOUGH (Assiniboia): J'ai parlé du coût élevé de la vie. Peut-être le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun d'assurer un tel régime alimentaire à notre population. Or voici un article intitulé: "Le premier ministre et le ministre de la Santé mangent bien; pour eux, pas de régime Pett; Ottawa".

Une VOIX: Donnez-en lecture.